



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77 547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 13/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALBIAN-IT

110 Avenue de France
75013 Paris

Références : E/24-2755
Code AIOT : 0006512960

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement ALBIAN-IT implanté ZAC du Prieuré, 1, avenue Pierre Gilles de Gennes 77 700 Bailly-Romainvilliers. L'inspection a été annoncée le 10/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALBIAN-IT
- ZAC du Prieuré, 1 avenue Pierre Gilles de Gennes, 77700 Bailly-Romainvilliers
- Code AIOT : 0006512960
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALBIAN-IT est autorisée à exploiter le datacenter VEGA de Bailly-Romainvilliers par :

- l'arrêté préfectoral 08 DAIDD 1IC 364 du 20/11/2008 autorisant la société NATIXIS à exploiter un centre informatique ;
- le courrier préfectoral du 07/09/2018 portant sur le bénéfice des droits acquis au titre des rubriques 4802-2-a et 4734-1-c ;
- l'arrêté préfectoral 2019/DRIEE/UD77/095 du 09/12/2019 imposant des prescriptions

complémentaires portant notamment sur les garanties financières ;

- l'arrêté préfectoral 2021/DRIEAT/UD77/159 du 23/11/2021 imposant des prescriptions complémentaires portant notamment sur les garanties financières ;

- le courrier préfectoral du 25/11/2021 actant le changement d'exploitant au bénéfice de la société ALBIAN-IT.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Foudre	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74-I.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Valeurs limites d'émissions dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/11/2008, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre des combustibles	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21	Sans objet
5	Démarrage et arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64	Sans objet
7	État des stocks de fluides	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, Annexe I, article 3.3.	Sans objet
8	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, Annexe I, article 4.2.	Sans objet
9	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, Annexe I, article 3.2	Sans objet
11	Délai de constitution des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est sécurisé et bien tenu. L'exploitant a mis en place un suivi de son site rigoureux et met en œuvre rapidement les solutions pour lever les non-conformités relevées par l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Registre des combustibles
Prescription contrôlée : L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature. [...]
Constats : Le 12/11/2024, l'exploitant a transmis un état des stocks mensuel du fioul, unique combustible utilisé pour les groupes électrogènes de secours du site. Ce carburant est stocké dans quatre doubles cuves enterrées pour une quantité totale de 806 t. Trois d'entre elles alimentent directement les groupes électrogènes, la quatrième est une cuve tampon qui sert lors de la maintenance des autres cuves. Le site stocke l'équivalent d'une semaine d'autonomie en carburant. La dernière livraison date de 2018. Un programme de remplacement du carburant actuel pour un combustible vert est en cours. La compatibilité technique et la vérification de l'absence de réduction de performance ont été validées par le constructeur des groupes électrogènes. Un test est prévu sur une première cuve. En cas de succès de ce test, le carburant sera remplacé au fur et à mesure de sa consommation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16
Thème(s) : Produits chimiques, État des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : Dans un local dédié, l'exploitant tient à jour un classeur comprenant l'ensemble des fiches de données de sécurité des produits dangereux présents sur le site tels que le fioul, le glycol, les huiles. Les mises à jour du registre suivant la nature et la quantité de ces produits sont disponibles via des QR Code. Un plan des locaux signalant les zones de stockages et les zones à risques sera ajouté au classeur. Un deuxième classeur sera prochainement à disposition des services d'incendie et de secours dans le PC sécurité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera l'ajout du plan des locaux signalant les zones de stockages et les zones à risques classeur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

1. D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
2. De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 15 ;
3. D'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement permettent au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement permettant au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

4. D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.

Constats :

Le site est pourvu d'une vidéosurveillance, de 4 poteaux incendie et de 188 extincteurs.

Le système de détection incendie est couplé à une alarme, dont le fonctionnement est testé 2 fois par an. Des exercices d'évacuation sont également organisés 2 fois par an.

Du personnel est présent 24h/24 et 365 j/an au PC sécurité. Ils sont chargés de la levée de doute et de l'appel au service d'incendie et de secours.

Un nouveau système de sécurité incendie basse pression est mis en service le 27/11/2024.

Le 12/11/2024, l'exploitant a transmis par mail les documents suivants :

- les rapports de vérification des poteaux incendie par la société DESAUTEL, en date des 24/11/2022 et 17/11/2023, sans relevé d'anomalie ;
- les rapports de vérification des extincteurs par la société DESAUTEL, en date du 24/11/2022 qui préconisait de remplacer 28 extincteurs et une douche, et du 17/11/2023, qui préconisait de remplacer 3 extincteurs et la même douche ;
- la fiche de relevé de vérification annuelle du débit et de la pression des poteaux incendie par la société DESAUTEL, en date des 24/11/2022 et 15/11/2023, sans relevé d'anomalie ;
- le certificat N4 délivré par la société DESAUTEL le 12/07/2021.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Constats : Le 12/11/2024, l'exploitant a transmis par mail le rapport de vérification complète des installations de protection foudre, réalisé par la société BUREAU VERITAS le 03/05/2024. Ce rapport fait état de 4 anomalies. La première anomalie concerne les plots de maintien du maillage sur le toit terrasse, qui peuvent être déplacés ou endommagés en raison du passage du personnel ou des intempéries. Ces plots sont régulièrement remis en place et réparés par l'exploitant. Le 20/11/2024, l'exploitant a transmis par mail le devis de la société SIETT, en date du 19/11/2024, pour la levée des trois autres non-conformités. La commande est en cours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra les justificatifs de la levée des non-conformités relevées dans le rapport de vérification complète des installations de protection foudre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Démarrage et arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64
Thème(s) : Risques accidentels, Démarrage et arrêt
Prescription contrôlée : Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. [...]
Constats : Les consignes d'exploitation pour les opérations de démarrage et d'arrêt des groupes électrogènes sont affichées à proximité de chaque installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74 - I.
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans l'air et dans l'eau dans les conditions fixées au présent chapitre. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport des mesures des émissions atmosphériques, réalisé par la société BUREAU VERITAS le 29/09/2022 et le rapport de mesures de la qualité de l'eau en date du 30/07/2024. Seul le 1 ^{er} rapport a été transmis par mail le 09/12/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le dernier rapport d'analyse des rejets aqueux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : État des stocks de fluides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, Annexe I, article 3.3.
Thème(s) : Produits chimiques, État des stocks de fluides
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un tableur excel comprenant notamment l'inventaire des équipements sous pression du site, leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que le récapitulatif des interventions et des fuites survenues dans l'année. Les équipements sous pression du site sont gérés par la société ENGIE. Des contrôles d'étanchéité sont réalisés annuellement, 2 contrôles par ENGIE, 2 autres par l'exploitant. Par ailleurs, l'exploitant ne stocke pas d'équipement sous pression transportable (bouteille). Ce stockage a été transféré chez le fournisseur, et est géré par la société ENGIE. Un plan de remplacement des groupes froids fonctionnant avec le fluide R134A pour des groupes fonctionnant avec des fluides verts est programmé pour l'année 2025, en raison de la future interdiction du fluide R134A et pour l'obtention de la certification ISO 50 001.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, Annexe I, article 4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides notamment) ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses.
Constats : Les procédures pour la fermeture de l'obturateur de réseau (en cas de fuite), pour la mise en sécurité « no break » des groupes électrogènes, pour les déversements accidentels de produits liquides dangereux et pour la mise en sécurité des groupes froids sont portées à la connaissance du personnel et sont affichées à proximité des installations concernées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, Annexe I, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas d'accès libre aux installations de stockage.
Constats : L'accès au site se fait par un portail véhicules légers, un portail poids lourds et un portillon piéton. Ces trois accès sont assujettis à un interphone relié au PC sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Valeurs limites d'émissions dans les rejets atmosphériques**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2008, article 3.2.4**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions dans les rejets atmosphériques**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes de concentration, les volumes de gaz étant rapportés

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ramenée à 5 % en volume.

Conduit n° 1 à 12	Concentrations instantanées en mg/Nm ³
SO ₂	160
NO _x	1700
Poussières	50

Les valeurs limites d'émission (VLE) définies au présent titre sont fonction de la puissance de l'installation telle que définie à l'article 1.2.1. Elles s'appliquent à chaque appareil de l'installation pris individuellement et, en règle générale, dès que l'appareil atteint 70 % de sa puissance.

Si le fonctionnement normal d'un appareil comporte un ou plusieurs régimes stabilisés à moins de 70 % de sa puissance ou un régime variable, les VLE à l'alinéa ci-dessus s'appliquent à ces différents régimes de fonctionnement.

Les VLE ne s'appliquent pas aux régimes transitoires de démarrage et d'arrêt des équipements. Toutefois, ces régimes transitoires sont aussi limités dans le temps que possible.

Constats :

Le rapport de mesures des émissions atmosphériques, réalisé par la société BUREAU VERITAS le 29/09/2022, fait état de plusieurs dépassements des valeurs limites d'émissions du paramètre poussières pour les 8 conduits testés, et du paramètre NO_x pour 3 d'entre eux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les documents justifiant des mesures prises pour réduire les concentrations de poussières et de NO_x sous le seuil des valeurs limites d'émission.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 3 mois

N° 11 : Délai de constitution des garanties financières**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 5**Thème(s) :** Situation administrative, Délai de constitution des garanties financières**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit constituer 20 % du montant initial des garanties financières à la date du 1er juillet 2021, soit 50 996,83 € TTC. Les délais de constitution sont précisés dans le tableau ci-dessous, en fonction du type de garant :

Échéance de remise de l'attestation correspondante	Taux de constitution du montant des garanties financières fixé à l'article 5 du présent arrêté	
	Garants classiques	Consignation à la Caisse des Dépôts et Consignations
1er juillet 2021	20 %	20 %
1er juillet 2022	40 %	30 %
1er juillet 2023	60 %	40 %
1er juillet 2024	80 %	50 %
1er juillet 2025	100 %	60 %
1er juillet 2026		70 %
1er juillet 2027		80 %
1er juillet 2028		90 %
1er juillet 2029		100 %

Constats :

Le 25/11/2024, la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (CEGC) a confirmé par mail le renouvellement des garanties financières pour le site, pour la période du 1^{er} juillet 2024 au 1^{er} juillet 2028, pour un montant de 510 000€.

Cependant, l'article R. 516-1 du Code de l'environnement portant sur les modalités de constitution des garanties financières a été modifié par l'article 57 du décret n°2024-742 du 6 juillet 2024. L'établissement n'est, depuis, plus soumis à l'obligation de constituer des garanties financières au titre de la réglementation ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite